

"DEMANDE EN CAPITAUX DES PAYS ARABES NON
PRODUCTEURS ET CONTRAINTES DE L'OFFRE". (*) (**)

par

Antoine AYOUB

Professeur d'Economie Politique

75-02-A

- (*) Texte présenté au Second International Conference sur: "Energy: Surplus Funds and Absorptive Capacity" - ICEED, University of Colorado, 6 et 7 novembre 1975.
- (**) - Je remercie Monsieur Nguyen The HIEP, Assistant au GREEN (Groupe de Recherche en Economie de l'Energie) pour le travail de base qu'il a effectué sur le sujet.
- Cette étude a bénéficié d'une subvention du Ministère de l'Education du Québec au titre du FCAC.

INTRODUCTION

L'objet de ma communication est double. Dans un premier temps je voudrais présenter un modèle qui cherche à estimer, selon plusieurs hypothèses, la demande en capitaux des pays arabes non producteurs de pétrole (PANP). Dans un deuxième temps je tâcherai de faire quelques commentaires sur le comportement des offreurs des capitaux pétroliers arabes face à cette demande potentielle.

Pour vous éviter l'obligation, pas toujours agréable ni peut-être très instructive, de suivre la démarche technique d'une recherche statistique je mettrai l'emphase - dans mon exposé oral - sur le deuxième point. Les hypothèses et la mécanique du modèle se trouvant, bien entendu, résumer dans le texte écrit.

I - ESTIMATION DE LA DEMANDE EN CAPITAUX

A - Le problème

Dans une tentative de construire un modèle intégré de projection, qui va de l'estimation des recettes pétrolières des pays arabes jusqu'à la ventilation de l'emploi des surplus aux niveaux national, régional et

international, nous avons été amené, au GREEN, à nous poser la question suivante: (1)

Quel est, selon différentes hypothèses, le volume de la demande potentielle en capitaux extérieurs nécessaires à la réalisation d'un certain niveau de développement économique pour chacun des neufs pays arabes non producteurs ainsi que pour leur ensemble dans la période 1975-1985? (2)

A partir de ce problème général, nous nous sommes posés deux questions plus précises:

- La première: Quel est le volume de capitaux requis pour réaliser chacune des quatre hypothèses que nous avons retenues sur le taux de croissance du GNP des économies étudiées. Le tableau I synthétise les résultats de nos calculs et fournit la réponse à cette question.

(1) "Recettes pétrolières et développement économique des pays arabes" GREEN (Groupe de Recherche en Economie de l'Energie), Université Laval, Juillet 1975.

(2) Les neuf pays étudiés sont: l'Egypte - la Jordanie - le Liban - le Maroc - le Soudan - la Syrie - la Tunisie - le Yemen - et le Yemen Démocratique.

- La deuxième question était: Quel est le volume des transferts extérieurs nécessaires pour la réalisation de ces taux, étant donné des pourcentages connus de l'épargne interne par rapport au GNP. Le tableau II donne la réponse en indiquant, en valeur absolue, la dimension de la demande en capitaux extérieurs selon plusieurs hypothèses.

Avant d'analyser les hypothèses de notre travail il faut bien souligner deux points: 1) que notre modèle constitue une partie très résumée d'un ensemble plus vaste et plus élaboré et 2) que ce modèle n'est nullement un modèle prédictif. Son intérêt est de permettre de mesurer l'écart entre la demande potentielle et l'offre réelle de capitaux dans le monde arabe. Il ouvre, ainsi, la voie à des interrogations directes sur les causes qui sont à la base du rétrécissement ou de l'élargissement de cet écart. C'est-à-dire, en dernier lieu, sur le comportement des offreurs de capitaux arabes.

B - Les hypothèses du modèle

1) Admettons que le taux de croissance annuel du GNP per capita mesure

l'effort de développement économique d'un pays. Il est clair que ce taux est fonction, d'une part, du taux de croissance global du GNP et, d'autre part, du taux de croissance de la population. La différence entre ces deux taux, à un moment donné, détermine directement le niveau du taux de croissance per capita.

Dans les pays arabes étudiés le taux de croissance de la population est très élevé et varie entre 2.1% (Tunisie) et 3.3% (Syrie). Nous avons considéré que ces taux resteront constants durant la période étudiée. La justification d'une telle hypothèse découle de: 1) l'absence, dans tous ces pays, d'une politique démographique restrictive et les faibles conséquences qu'entraînera une éventuelle adoption de cette politique dans l'intervalle de dix ans; 2) l'absence de mouvements migratoires massifs, des pays étudiés vers les pays pétroliers, qui viendraient équilibrer la répartition de la population dans le monde arabe, et; 3) les obstacles politiques bien connus qui empêcheraient de prédire que de tels mouvements puissent avoir lieu dans les dix prochaines années.

Dans ces conditions, il nous semble très peu réaliste de croire que la solution démographique puisse venir à bout du problème de développement de ces pays, au moins dans le moyen terme. Il faut donc, choisir nécessairement une solution d'ordre économique en agissant, par conséquent, sur le taux de croissance du GNP global pour faire hausser le taux du GNP per capita. Or, ce dernier taux est fonction non seulement du pourcentage

des investissements par rapport au GNP annuel, mais aussi du "capital-output ratio". Les relations entre ces trois taux peuvent se déterminer à partir du modèle de base de Harrod-Domar. Nous avons considéré que le "capital output ratio" pour tous les pays est, uniformément, de quatre et qu'il restera constant pour toute la période.

Si l'hypothèse de la constance de ce ratio, dans l'intervalle de dix ans, peut être défendue sans difficultés majeurs, il n'en va pas de même pour la valeur que nous lui avons choisie. En effet, pourquoi 4 et non pas 2 ou 3, et pourquoi un taux uniforme pour tous les pays? Nous avons essayé de calmer nos appréhensions à ce sujet en effectuant des sondages statistiques dans les pays qui en disposent. Pour ceux qui n'en disposent pas, nous avons admis le principe - qui peut certainement être contesté - que ce taux doit être assez élevé dans une économie sous-développée manquant d'une infrastructure minimale et adéquate. Si je vous fais grâce de tous les détails techniques de notre démarche il faut, par contre, que je vous avoue que je ne suis pas pleinement satisfait sur ce point et que nous sommes entrain d'effectuer des travaux supplémentaires pour mieux préciser la valeur de notre "capital output ratio".

Néanmoins, une fois ce ratio admis, il devient alors aisé de déterminer le pourcentage ainsi que la valeur absolue des investissements requis pour chaque taux de croissance donné. Ainsi, pour un taux de

croissance du GNP de 5%, par exemple, le pourcentage d'investissements requis serait de 20% (4 x 5). En partant de 1973 comme année de base et en considérant quatre hypothèses sur le taux de croissance du GNP per capita et par conséquent sur le taux de croissance du GNP global, nous avons tenté de fournir une réponse à notre première question. Le tableau I indique, en effet, les montants d'investissements nécessaires pour la réalisation des hypothèses retenues pour l'ensemble des pays et pour toute la période envisagée.

2) Dans une deuxième étape et alors que nous disposions de cet éventail de chiffres sur les investissements totaux, on pouvait passer à la deuxième question et se demander: quel est le volume des transferts extérieurs requis pour compenser le déficit de l'épargne interne par rapport aux investissements souhaités.

Pour répondre à cette question, nous nous sommes contentés de formuler trois hypothèses (forte, moyenne et faible) sur le rapport entre l'épargne interne et les investissements totaux. Ainsi, les montants de transferts extérieurs demandés seraient déterminés tout simplement par la différence entre l'effort national et les moyens en capitaux exigés pour atteindre les objectifs du développement économique.

Il faut faire remarquer, en dernier lieu, que les valeurs de ces trois hypothèses sont différentes selon les pays. Nous avons, ainsi, voulu

éviter une simplification qui aurait masqué des divergences profondes dans les situations économiques et historiques propres à chacun d'eux. Dans ce domaine, en effet, la situation du Liban ou de la Jordanie, par exemple, ne pouvait nullement être assimilée à celle de l'Egypte ou du Soudan.

Le tableau II indique le volume de la demande en capitaux extérieurs des pays non producteurs selon les différentes hypothèses que nous avons retenues dans notre modèle. Dans ce tableau, les lignes indiquent les quatre hypothèses sur le taux de croissance per capita et les colonnes, les écarts entre l'épargne intérieur et les investissements totaux, selon la demande en capitaux extérieurs, est exprimée en million de dollars 1974.

II- LES CONTRAINTES DE L'OFFRE

La réponse de l'offre à la demande régionale en capitaux que l'on vient de dégager est fonction des trois contraintes suivantes:

1) l'épuisement de la source du revenu; 2) les barrières institutionnelles à l'investissement extérieur, et; 3) les risques et les avantages politiques comparatifs des placements étrangers ou de la politique d'aide aux pays arabes.

Mais avant d'analyser chacune de ses contraintes, il serait intéressant d'évoquer quelques réalités qui viendraient illustrer leurs effets.

La première de ces réalités est l'écart important qui existe entre la demande et l'offre régionale malgré l'augmentation considérable de cette dernière suite à la hausse du prix du pétrole. Ainsi, pendant l'année 1974, les pays arabes producteurs ont fourni à l'autre groupe environ 3 milliards de dollars. Si l'on exclut de ce montant la partie qui est destinée à soutenir l'effort militaire de trois pays (Egypte, Syrie et Jordanie) il ne restera plus que 1.5 milliards pour le financement du développement économique proprement dit. Or, ce montant correspond à peine à la moyenne annuelle de la demande la plus faible en capitaux et à l'hypothèse d'un taux de croissance égal à zéro. Il est peut-être prématuré de tirer de cette constatation une conclusion définitive mais il demeure que cela est assez significatif pour mesurer l'écart entre les objectifs souhaités et les moyens fournis. Il faut faire remarquer, toutefois, que presque la totalité de ces transferts sont sous forme d'aide et très peu sous forme d'investissements directs.

La deuxième réalité découle directement de la première: les pays arabes producteurs ne se sont pas substitués complètement aux fournisseurs d'aide traditionnels qui sont les pays industrialisés au moment où les disponibilités ne leur faisaient certainement pas défaut. On a même le sentiment

de voir surgir un circuit triangulaire assez nouveau: les Etats-Unis récupèrent une grande partie de ces fameux "surplus" et accorde, à leur tour, de l'aide à quelques pays choisis de la région. L'exemple du triangle Arabie Saoudite, Etats-Unis, Egypte est, à cet égard, assez éloquent. Tout se passe comme si l'Arabie Saoudite chercherait, par ce moyen, à obtenir l'aval politique des Etats-Unis dans son choix des pays aidés.

La troisième réalité est l'émergence de trois pays arabes seulement comme offreurs potentiels de "surplus". Il s'agit de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des Emirats. Ni l'Algérie qui, déjà, emprunte sur le marché international des capitaux; ni l'Irak qui a d'immenses besoins à satisfaire; ni même la Libye, dans deux ou trois ans, ne peuvent jouer le rôle du financier éventuel de la région.

La quatrième et dernière réalité est la place prépondérante qu'occupent les placements en Euro-Money par rapport au total des surplus. Selon le FMI, ces placements se chiffraient à 21 milliards de dollars en 1974, soit 39% du total. Si l'on considère que ce genre de placement est, par définition, temporaire, transitoire et de courte durée, on a là un indice sérieux d'un double phénomène. Le premier est l'importance des barrières institutionnelles que les pays industrialisés opposent aux nouveaux pays riches pour leur interdire l'accès à des achats massifs d'actifs industriels chez eux. Le second phénomène est l'aversion des pays à surplus contre les risques politiques et économiques que leurs investissements peuvent encourir

dans les pays industrialisés.

A la lumière de ces quelques leçons tirées de l'expérience d'une année de "recyclage" on peut, maintenant, se demander si les pays producteurs pouvaient faire mieux ou peut-être faire autre chose? Répondre à cette question conduit à examiner les contraintes que nous venons de mentionner.

1) L'épuisement de la source du revenu: A l'encontre des pays industrialisés, les pays pétroliers sont devant la contrainte majeure de voir s'épuiser leur seule source de revenu au moment où ils auront le plus besoin, c'est-à-dire au moment où leur capacité d'absorption sera assez élevée pour ne laisser subsister aucun surplus significatif dans leur balance commerciale. Il y a là, me semble-t-il, un facteur économique très limitatif à l'effort des pays producteurs en matière d'aide.

En effet, l'aide de ces pays provient, en dernière analyse, de la production d'une seule ressource non renouvelable qui est le pétrole au moment où l'aide des pays industrialisés est fondée sur un système complexe, diversifié et renouvelable de la production. La différence entre les deux situations est évidente et l'aide présente, par conséquent, une opération de loin plus contraignante pour les pays pétroliers que pour les pays industrialisés.

Dans vingt ou trente ans leur pétrole sera épuisé et leur seule source de revenus tarie. Si, dans l'intervalle, ils n'arrivent pas à mettre sur pied une économie nationale complexe (c'est-à-dire industrialisée) ou s'ils ne convertissent pas, dès maintenant, leur pétrole en actif rentable dans d'autres pays du monde, leur situation économique sera certainement difficile et peut-être redéclinera. L'exemple de l'Argentine, après la deuxième guerre, est très instructif à cet égard. Par manque d'une politique efficace dans l'utilisation et l'affectation dans le temps de ses ressources, l'économie de ce pays a connu une chute importante après avoir pris son "take off". Il ne s'agit donc pas de décoller seulement, il s'agit, si j'ose m'exprimer ainsi, d'en rester le maximum de temps à distance respectable de la terre!

2) Les barrières institutionnelles: Les hommes d'Etat et les gouvernements ont un souci que les économistes "pures" ne partagent pas: c'est le contrôle du capital étranger. Pour les premiers, la souveraineté nationale et une certaine liberté d'action politique risquent d'être amoindri et, parfois, sérieusement entamée si l'on n'accepte pas de dresser des barrières à la pénétration du capital étranger dans les secteurs clés de l'économie nationale. Même si les économistes traitent, en général, avec mépris ce genre d'argument, il demeure que ce sont les gouvernements qui font la politique économique et non les économistes.

Dans le cas qui nous occupe, il est évident que le contrôle des capitaux pétroliers ne fait pas de doute. En effet, à part quelques achats sensationnels de quelques parts minoritaires de quelques compagnies, il est manifeste que les pétro-dollars sont allés se placer bien sagement dans les bons du trésor aux Etats-Unis et en Angleterre. Aucune compagnie d'une importance international n'a passé sous le contrôle total d'un pays pétrolier au moment où les capitaux disponibles auraient dû permettre, en principe, d'envisager une telle éventualité.

Comment expliquer ce phénomène sinon par la volonté des pays industrialisés d'appliquer une politique nationaliste à l'encontre des investissements étrangers directs. La conséquence immédiate de cette contrainte est le rétrécissement des occasions d'investir des pays pétroliers et, par le fait même, une augmentation de l'offre disponible en capitaux. Cette situation conduit directement à notre troisième contrainte.

3) Avantages et risques comparatifs: L'objectif principal des pays "à surplus" est de placer leurs capitaux de telle sorte qu'ils retrouveront au moins leur valeur actuelle le jour où ils auront grandement besoin pour leur propre économie nationale. Ni une politique d'aide massive à la région arabe et au Tiers-Monde, ni des placements en Euro-Money ou en bons du trésor ne peuvent satisfaire, à long terme, un tel objectif. Ce sont là des solutions temporaires et fragmentaires.

Je voudrais suggérer d'explorer plus systématiquement les possibilités, pour les pays pétroliers arabes, de pratiquer la méthode des investissements directs ou, préférablement, des "joints ventures" avec les pays arabes non producteurs, ce qui n'a pas été fait jusqu'à maintenant sur une grande échelle. Je ne suis pas sans connaître ni apprécier à leur juste valeur les contraintes propres à une telle solution qui exige toute une nouvelle vision des rapports entre les Etats de cette région du monde sur le plan économique, politique et même idéologique. Mais, j'ai le sentiment que c'est le prix qu'il faut accepter de payer pour garantir les intérêts à long terme des uns et des autres. Une telle solution serait un élément favorable non seulement à la stabilité politique de toute la région (objectif qui doit être recherché, justement, par les pays producteurs) mais, aussi, à l'amélioration de tout le système monétaire et économique international.

* * *

En choisissant de vous parler d'un sujet tellement complexe d'une manière ennuyeusement académique et en acceptant le risque de m'exprimer en anglais, j'ai mis avec un optimisme irréfléchi, beaucoup de mauvaises cartes dans mon jeu. Je l'ai fait en comptant beaucoup sur votre indulgence. Je vous remercie.

**TABEAU I: OBJECTIFS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS NON PRODUCTEURS
ET MONTANTS DES INVESTISSEMENTS REQUIS POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS**

PAYS	Hypothèses sur le taux de croissance du GNP per capita											
	x* = 0			x = 1.5			x = 3.5			x = 5.0		
	r**	y***		r	y		r	y		r	y	
Egypte	2.5	10.0		4.0	16.0		6.0	24.0		7.5	30.0	
Jordanie	3.3	13.2		4.8	17.2		6.8	27.2		8.3	31.2	
Liban	2.6	10.4		4.1	16.4		6.1	24.4		7.6	30.4	
Maroc	2.7	10.8		4.2	16.8		6.2	24.8		7.7	30.8	
Soudan	2.8	11.2		4.3	17.2		6.3	25.2		7.8	31.2	
Syrie	3.3	13.2		4.8	17.2		6.8	27.2		8.3	31.2	
Tunisie	2.1	8.4		3.6	14.4		5.6	22.4		7.1	28.4	
Yemen	2.2	8.8		3.7	14.8		5.7	22.8		7.2	28.8	
Yemen démocratique	3.1	12.4		4.6	18.4		6.6	26.4		8.1	32.4	
Investissements cumulés (1975-85) requis pour tous les pays selon les hypothèses (en millions de \$ 1974)		43,443.			75,657.			129,247.			178,896.	

* x = Taux de croissance du GNP per capita

** r = Taux de croissance du GNP

*** y = Taux d'investissements requis I/GNP

Note: Le modèle qui fait la liaison entre ces différents taux peut se résumer dans les deux équations suivantes:

$$y = r \cdot K \quad (1)$$

dans laquelle K est le capital output ratio

et

$$x = r - p \quad (2)$$

dans laquelle p est le taux de croissance démographique